

### Déclaration de presse III: Imposition de sanctions populaires directes contre l'Afrique du Sud.

Sources: Le Comité pour une Afrique du Sud Libre et le Réseau d'action directe contre le racisme nucléaire et militaire.

L'annonce à la fin du mini-sommet de Londres que le Canada, avec cinq autres pays, «suspendrait» ses importations d'uranium provenant de l'Afrique du Sud - il serait plus juste de dire la Namibie - ne constitue malheureusement pas une nouvelle. Cette «suspension», qui signifie en fait la continuation de tous les contrats existants jusqu'à leur expiration, avait en effet déjà été annoncée en juillet 1985 par M. Joe Clark. Le contrat actuel liant la Société de la couronne Eldorado Nucléaire Ltée et le gouvernement sud-africain concernant l'importation d'uranium namibien ne prendra pas fin avant 1988. Nous croyons qu'il est urgent de mettre immédiatement fin à notre collaboration nucléaire avec le régime de l'Afrique du Sud.

L'uranium est le produit d'échange le plus important en terme de valeur entre le Canada et l'Afrique du Sud. Notre compréhension de l'annonce d'hier est que cet échange de première importance continuera encore pendant au moins deux autres années.

L'importation de l'uranium namibien et sud-africain est illégale selon les principes internationaux - et l'Etat canadien le sait depuis longtemps. L'importation de cet uranium est aussi complètement immoral, un crime contre l'humanité - le parallèle qui s'impose est celui d'un gouvernement qui aurait continué de permettre à une de ses sociétés de la couronne d'exporter le cyanure servant à l'opération des chambres à gaz nazies durant la seconde guerre mondiale. La continuation des importations d'uranium est tout aussi intolérable. Aucun délai dans la résiliation de ces contrats ne saurait être acceptable.

En conséquence, le Réseau d'action directe contre le racisme nucléaire et militaire, le Comité pour une Afrique du Sud Libre avec de nombreux groupes contre l'apartheid et le nucléaire à Montréal entendent mettre fin eux-mêmes, et avec l'aide de la population, aux agissements condamnables de l'Etat canadien face à l'apartheid. Nous offrons aujourd'hui un dernier ultimatum au gouvernement du Canada pour qu'il annonce avant mercredi le 20 août prochain à midi la résiliation immédiate des contrats d'importation et de raffinage d'uranium namibien et sud-africain. Faute d'avoir fait cette annonce à l'intérieur du délai prévu, nous établirons nous-mêmes un blocus naval dans la voie maritime du St-Laurent et des obstructions terrestres devant les entrées au Port de Montréal afin d'empêcher le prochain arrivage de produits sud-africains que transportera le bateau «Thorscape» lequel tentera d'accoster au quai #52 du Port de Montréal le 26 août prochain. Et nous poursuivrons cette campagne d'action directe nonviolente jusqu'à ce que les contrats soient résiliés.

Il est bien entendu que nous nous opposons à toute collaboration avec le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud - nous choisissons toutefois d'exiger une première preuve de sincérité clairement non-symbolique de la part du gouvernement canadien en le forçant à cesser les importations d'uranium namibien.

Devant ce que nous considérons comme la lenteur complaisante et systématique de nos gouvernements vis-à-vis la violence meurtrière quotidienne en Afrique du Sud - nous n'avons d'autre choix que celui d'organiser nous-mêmes des sanctions populaires directes et des embargos civils afin de faire au moins notre part dans la lutte de libération des peuples noirs d'Afrique du Sud et de Namibie. Chaque heure coûte des vies, on ne peut plus attendre durant des années.